

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire  
d'État aux  
Affaires  
extérieures

91/35

## NOTES POUR UNE ALLOCUTION

### PRONONCÉE PAR

L'HONORABLE BARBARA M<sup>c</sup>DOUGALL,

SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

À L'OCCASION DE LA

RÉUNION « SIX-PLUS-SEPT » DE LA

CONFÉRENCE POSTMINISTÉRIELLE DE L'ANASE

**KUALA LUMPUR (Malaisie)**

**Le 22 juillet 1991**

Distingués délégués, je suis honorée de représenter le Canada à l'occasion de cette importante conférence. Je sais que le Canada a assidûment participé aux six dernières réunions annuelles, ce qui souligne de façon tangible son engagement envers l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et le processus des conférences postministérielles.

Nous nous réjouissons de l'expansion du processus de l'ANASE et sommes particulièrement heureux de souhaiter la bienvenue à la République de Corée, notre nouveau partenaire dans le dialogue.

Nous saluons aussi l'initiative et la clairvoyance de nos hôtes, qui ont invité les distingués représentants de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine à assister à la rencontre ministérielle de l'ANASE.

Les Canadiens sont très conscients du fait que l'ANASE a contribué à promouvoir le dialogue sur des questions d'importance régionale et internationale. Nous soutenons pleinement l'établissement de nouvelles formes de discussions sur des questions d'intérêt commun.

Distingués délégués, nous vivons dans un monde où le changement est la seule certitude. Mais le changement peut aussi être synonyme de progrès vers un avenir meilleur pour les citoyens de nos pays et du monde entier.

Mais les changements ne peuvent se faire sans une participation directe des gens aux décisions qui auront une incidence sur leur vie et sur celles des générations à venir.

Au Canada, nous amorçons le processus de renouvellement de notre constitution par un vaste dialogue entre Canadiens, dialogue qui comprend un examen sérieux de nos institutions politiques, économiques, sociales et culturelles. À l'aube du 125<sup>e</sup> anniversaire de notre souveraineté, nous considérons que ce processus de renouveau est sain et essentiel à la poursuite de notre épanouissement en tant que pays prospère et démocratique.

Ailleurs dans le monde, des pays voient de plus en plus la démocratie comme un élément fondamental de la stabilité et de la prospérité. Le maintien d'une prospérité réelle dans la région dépend de l'accroissement des droits, des libertés et des responsabilités politiques.

Les États modernes doivent reconnaître les droits et les responsabilités des citoyens. Lorsque les droits sont bafoués ou que les responsabilités des citoyens envers l'État deviennent trop lourdes, ces derniers cessent de soutenir le gouvernement, ce qui entraîne un affaiblissement de la structure de la société.

Dans le pays qui s'appelait autrefois la Birmanie, les Canadiens déplorent le recul du processus démocratique. Nous demandons au

gouvernement du Myanmar de libérer tous les prisonniers politiques, de convoquer l'assemblée nationale dans les plus brefs délais et de mettre promptement un terme à l'oppression systématique du peuple.

Il est ironique de constater qu'au moment où des nations s'efforcent de rendre leur système démocratique plus fort, le programme international déborde de questions qui nous obligent à modifier sensiblement notre notion traditionnelle de la souveraineté des États.

Toutes les régions du monde sont de plus en plus étroitement liées. Nous observons des mouvements sans précédent de gens, de biens, de services et d'aide entre les pays. Mais ces activités ne peuvent être productives que s'il règne dans le monde un climat de confiance profonde, de sécurité collective et de liberté individuelle.

Les séquelles tragiques de la guerre du Golfe ont mis en lumière un principe important selon lequel la communauté internationale se doit d'intervenir lorsque des États fautifs infligent des souffrances à d'autres nations. Elle est de plus en plus responsable vis-à-vis des populations qui souffrent à l'intérieur même de leur nation. Autrement dit, nous sommes, un peu plus chaque jour, au sein de la communauté internationale, les gardiens de nos frères et soeurs.

La lutte contre le terrorisme politique, l'agression territoriale et le trafic illicite des stupéfiants, de même que nos efforts en faveur du contrôle des armements sont semblables dans la mesure où ils ont une incidence sur la sécurité et le bien-être universels. De même, les problèmes propres à notre environnement naturel commun constituent une responsabilité multilatérale.

Ce concept élargi de sécurité et de stabilité internationales requiert de nouvelles méthodes de réflexion et des solutions multidimensionnelles.

Ainsi, nous sommes tous des dépositaires des ressources naturelles de la Terre : notre air, notre eau, notre sol et nos arbres. Nous devons accepter ensemble cette responsabilité et trouver des solutions multilatérales aux problèmes environnementaux effarants auxquels nous faisons tous face.

Nous devons aussi viser, dans un effort collectif et individuel, une plus grande égalité économique. Il faut garantir à la société tout entière des possibilités et de l'espoir à l'intérieur de même nos frontières nationales et régionales.

Je crois que la façon dont le Canada aborde la collaboration en matière de sécurité tient compte de cette définition élargie, comme en font foi nos actions dans la région Asie-Pacifique. Nous

estimons que la sécurité de cette région doit passer par l'intensification du dialogue, ce qui multipliera les occasions de réduire les tensions.

Comme la plupart d'entre vous le savez, le cadre de consultation permanent pour la région Asie-Pacifique est un objectif clé de la politique étrangère du Canada.

Des mécanismes de consultation existent dans d'autres sous-régions de l'Asie et du Pacifique, mais dans le Pacifique Nord, où l'instabilité pourrait avoir de graves conséquences pour le Canada et d'autres nations, il n'existe aucun forum multilatéral permettant de discuter rapidement de problèmes qui pourraient être délicats.

Le Dialogue sur la sécurité coopérative dans la région Asie-Pacifique Nord reflète nos propres préoccupations à l'égard de cette région. Il comporte un volet gouvernemental et un autre non gouvernemental. Il concerne surtout les pays du Pacifique Nord que sont la Chine, le Japon, les deux Corées, l'URSS, les États-Unis et le Canada.

À cet égard, nous ne cherchons pas uniquement à appliquer des modèles qui ont donné de bons résultats dans d'autres régions. Nos initiatives se fondent plutôt sur les traditions, l'histoire et la dynamique géopolitique propres au Pacifique Nord.

Nous sommes encouragés par l'attention que l'ANASE continue d'accorder aux questions relatives à la sécurité régionale. Nous favorisons la tenue de discussions informelles à ce sujet entre l'ANASE et les partenaires du dialogue dans le cadre du processus de la Conférence postministérielle. Nous espérons aussi que les consultations pourront être élargies en temps opportun pour y faire participer des pays qui ne sont pas partenaires du dialogue comme l'Indochine, ainsi que la Chine et l'Union soviétique.

Les récents événements survenus au Cambodge encouragent les Canadiens. Le Canada a toujours appuyé le projet de règlement global proposé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Par ailleurs, il est absolument essentiel que tout règlement soit élaboré au Cambodge, car, sans la collaboration entière de toutes les factions, une paix durable est impossible.

Nous tenons à remercier publiquement nos collègues indonésiens de leurs efforts constants en faveur du processus de paix.

Il convient également de souligner les efforts des autres pays en cause, soit ceux du Groupe des Cinq, la Thaïlande et l'Australie, qui, à un moment ou à un autre, nous ont permis de continuer à espérer que la paix triompherait au Cambodge.

Distingués délégués, je me réjouis des progrès accomplis dans les relations entre le Canada et l'ANASE.

Le Centre Canada-ANASE à Singapour fonctionne depuis un an; il est fin prêt à accroître la collaboration entre notre pays et ceux de l'Asie du Sud-Est dans un grand nombre de domaines. En octobre dernier, le Canada a accueilli les ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE et les hauts fonctionnaires ont conclu avec succès leurs entretiens à Ottawa en avril.

Ces discussions ont surtout porté sur des questions économiques, en particulier sur l'amélioration des relations commerciales internationales et sur l'urgence de faire aboutir les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round.

Les Canadiens se rendent compte que leur capacité de rivaliser sur les marchés internationaux sera la pierre angulaire de la croissance future de leur économie et de leur prospérité.

Un élément important de notre stratégie internationale, qui a créé une certaine inquiétude parmi les pays de l'ANASE, est la libéralisation commerciale de notre propre continent, d'abord avec l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, et maintenant avec la participation éventuelle du Mexique.

Je tiens à vous assurer que ces initiatives sont conformes à l'objectif global de libéralisation des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Nous voulons renforcer nos économies en Amérique du Nord de façon à offrir plus de possibilités aux exportateurs de l'ANASE, et non moins. Je crois que le succès visible remporté par ces derniers partout dans le monde indique que vous profiterez énormément de la libéralisation des échanges et d'une plus grande efficacité en Amérique du Nord.

Nous sommes tous au courant des pourparlers de l'ANASE visant à améliorer la coopération commerciale dans cette région. Nous espérons que les partenaires des pays de l'Association considéreront aussi toute entente dans le contexte des efforts internationaux de libéralisation du commerce.

Distingués délégués, l'ANASE est l'organisation de l'Asie-Pacifique qui connaît le plus de succès. Un jour, elle pourrait représenter tous les pays de l'Asie du Sud-Est.

Le monde cherche de nouveaux modèles, de nouveaux mécanismes, et l'ANASE constitue un témoignage des fruits que peuvent produire la bonne volonté et la coopération internationales.

Je vous souhaite encore d'autres succès, et que vos efforts soient récompensés.